



*Syndicat National des Instituteurs, Professeurs des Ecoles et PEGC*  
*Syndicat de la Fédération Syndicale Unitaire*  
34, Espace Mendès France - 36000 CHATEAUROUX  
02.54.07.61.39 - mail : [snu36@snuipp.fr](mailto:snu36@snuipp.fr) - site : <http://36.snuipp.fr>

---

### Déclaration CDEN du 15 février 2013 :

Ce CDEN se réunit dans un contexte particulier à la fois de mécontentement généralisé de la fonction publique, de crise de confiance avec le gouvernement, et de carte scolaire. La fonction publique dont les enseignants sont une composante majeure attendent mieux du gouvernement que des communications qui les font passer auprès de la population pour des privilégiés ou pour des nantis. Depuis 2000, c'est 13% du pouvoir d'achat que les fonctionnaires ont perdu. Il ne semble pourtant pas que le message ait été entendu. Le gouvernement a fait par ailleurs de l'école primaire la priorité. Si le SNUipp a acté le changement dans le discours, le passage des bonnes intentions aux actes se fait attendre. Au fil du temps ce qui devait dessiner les contours d'une politique éducative ambitieuse se réduit à des dispositions qui, loin de convaincre, n'ont fait qu'attiser incompréhension puis colère.

La réforme pompeusement appelée « réforme des rythmes scolaires » n'a toiletté que la semaine sans se soucier des rythmes sur l'année et surtout de la faisabilité sur le terrain. Nous constatons que malgré les engagements ministériels, rien ne garantit l'amélioration du bien être des élèves et de leurs conditions d'apprentissages, comme celle de la qualité de vie professionnelle des enseignants et de leurs conditions de travail. C'est une grande déception et une vraie exaspération qui dominant aujourd'hui.

Pour le SNUipp, le pire est sans doute que les débats autour du rythme de la semaine ont occulté les véritables dossiers, de la révision des programmes à la scolarisation des tout-petits, en passant par l'avenir des RASED et le dossier de la direction d'école.

C'est également autour des moyens alloués au département que se cristallise la colère. Le projet de carte scolaire va nous être présenté, mais les arbitrages ne seront connus que plus tard. Le SNUipp ne peut que répéter ce qu'il a dit au CTSD : Nous savons que les contraintes budgétaires ne permettent pas tout et partout cependant, la décision de supprimer 7 postes ne relève pas de la "solidarité nationale" pour réduire la dette. Nous réaffirmons le caractère bénéfique de la scolarisation des enfants de moins de 3 ans pour ma réussite de tous. Nous revendiquons une baisse importante du nombre d'élèves par classe, la création de postes supplémentaires dans chaque école, pour qu'il y ait plus de maîtres que de classes. Nous revendiquons des réseaux d'aide complets pour toutes les écoles afin d'aider efficacement les élèves relevant de l'adaptation scolaire. Nous revendiquons les moyens nécessaires en personnels qualifiés pour prendre en charge les élèves en situation de handicap, et non des personnels précaires ne disposant d'aucune formation sérieuse. Nous revendiquons du temps pour la direction d'école, du personnel sous statut de fonctionnaire pour l'aide à la direction. Nous revendiquons une véritable formation initiale et continue, des moyens de remplacement renforcés. Non seulement nous contestons les suppressions de postes dans ce département, mais nous considérons qu'il faudrait en créer pour que l'école publique puisse réellement remplir ses missions. Le SNUipp/FSU ne refuse pas la réforme de l'école, nous refusons le bricolage et la précipitation.

Le SNUipp/FSU s'inscrit dans un syndicalisme constructif et combatif, pour l'amélioration de la réussite de nos élèves, pour des conditions de travail restaurées pour les enseignants, pour un véritable respect de nos métiers !